HAL
open science

L'Eglise orthodoxe russe et la question des frontières. Sainte Russie, monde russe et territoire canonique

Kathy Rousselet

To cite this version:

Kathy Rousselet. L'Eglise orthodoxe russe et la question des frontières. Sainte Russie, monde russe et territoire canonique. Les Études du CERI, 2017, 228-229, pp.49 - 53. hal-03459030

HAL Id: hal-03459030

https://sciencespo.hal.science/hal-03459030

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Eglise orthodoxe russe et la question des frontières. Sainte Russie, monde russe et territoire canonique

par Kathy Rousselet

Dès la seconde moitié du XXe siècle, l'Eglise orthodoxe russe a été un acteur majeur de la politique étrangère soviétique. Kirill, qui est patriarche depuis 2008 après avoir été métropolite chargé du département des relations extérieures de l'Eglise[1], a perpétué cette tradition, intervenant maintes fois sur des sujets de politique internationale. Au-delà de cette alliance structurante inscrite au cœur des relations entre l'Eglise et l'Etat russes, au-delà d'une même culture soviétique partagée par une grande partie des élites politiques, économiques et religieuses se reflétant, entre autres, dans les déclarations du Concile mondial populaire panrusse, les autorités ecclésiastiques et politiques s'appuient mutuellement les unes sur les autres pour défendre un même projet civilisationnel dans le monde globalisé, et partagent largement les mêmes intérêts dans l'espace postsoviétique. Sainte Russie et « monde russe »[2] sont des notions de plus en plus utilisées par le pouvoir politique et par l'Eglise dans leur désir de conserver les anciennes frontières, au-delà de l'éclatement de l'Union soviétique et des conflits tant nationaux qu'ecclésiologiques qui ont éclaté. Par ailleurs, l'Eglise a réaffirmé dans les statuts qu'elle a adoptés en 2000 les limites de son territoire canonique, fortement disputé depuis la fin des années 1980. Aujourd'hui, celui-ci comprend notamment l'ensemble des pays de l'ex-Union soviétique sauf l'Arménie, qui n'est pas de tradition orthodoxe, et la Géorgie, qui a son propre patriarcat[3].

Les traditions au cœur du projet identitaire de l'Eglise et de l'Etat

Si la politique étrangère de l'Etat russe est dictée par une aspiration à la puissance, Moscou introduit au cœur de son projet une dimension morale et culturelle étroitement liée à la construction identitaire de la Russie, à la fois puissance orthodoxe (*pravoslavnaia derjava*, expression employée par Vladimir Poutine lors de sa visite au mont Athos en 2005) et pays multinational et multireligieux[4]. Dès ses premiers mandats, le président Poutine a défendu

[1] L'Eglise orthodoxe russe a à sa tête un patriarche et est administrée par le Saint-Synode. Elle est divisée en éparchies (ou diocèses) et en métropoles qui rassemblent, depuis 2011, les éparchies qui se trouvent dans les frontières d'un même sujet de la Fédération de Russie. Notons que dans l'Eglise russe, le titre de métropolite est un titre honorifique qui ne renvoie pas nécessairement à une charge dans une métropole : celui-ci se place au-dessus de l'évêque et de l'archevêque. Alors qu'il existait plusieurs exarchats à la période soviétique, dans les républiques d'URSS autres que la RSFSR ou encore en Occident, il n'en existe plus qu'un, en Biélorussie. L'Eglise orthodoxe russe fait partie des quatorze Eglises autocéphales, indépendantes sur le plan juridique et administratif tout en étant en communion avec les autres Eglises orthodoxes. Il existe neuf patriarcats orthodoxes dont le patriarcat œcuménique de Constantinople, considéré par les autres Eglises orthodoxes comme *primus inter pares*.

[2] Cette notion, apparue au début du XIXe siècle sans aucune connotation géopolitique, avait été réactivée par Piotr Shchedrovitski dans les années 1990, au moment où la Russie était en quête d'une idée pouvant l'aider à forger son identité.

[3] Après les modifications apportées à ces statuts en 2013, le territoire canonique de l'Eglise orthodoxe russe comprend également la Chine, la Mongolie et le Japon qui ont été des terres de mission de cette Eglise.

[4] Pour une visualisation du caractère multireligieux de la Russie, on pourra consulter Arena, atlas en ligne sur

l'idée d'une organisation polycentrée du monde, par opposition à la vision unipolaire proposée par les Etats-Unis. L'imaginaire moral et culturel défendu par la Russie dessine une carte du globe fondée sur des principes civilisationnels[5]. En septembre 2013, lors de sa rencontre à Valdaï avec des experts du monde entier, le président russe a exposé les raisons pour lesquelles la construction identitaire de la Russie et son ancrage dans la tradition étaient indispensables à son projet étatique[6]. La défense et le développement des valeurs spirituelles et morales traditionnelles font d'ailleurs partie des enjeux majeurs de la nouvelle Stratégie nationale de sécurité que l'Etat russe a adoptée deux ans plus tard, le 31 décembre 2015[7]. Cette défense des traditions lui permet de se positionner face à une civilisation occidentale qui aurait perdu ses racines et ses valeurs chrétiennes. Mais elle l'autorise aussi à refonder ses relations avec les pays de son « étranger proche ». L'Union eurasienne « n'est pas qu'un ensemble d'accords mutuellement utiles… elle est un projet de conservation de l'identité des peuples, d'un espace historique eurasien » rendu possible par cette capacité ancienne de la Russie de vivre le « polyculturalisme », a expliqué Vladimir Poutine lors de la même rencontre à Valdaï.

Le pouvoir s'appuie largement sur les frontières de la Sainte Russie dessinées par l'Eglise orthodoxe russe pour souligner sa proximité avec des Etats désormais indépendants. Celle-ci n'a cessé d'insister depuis 1991 sur l'unité des chrétiens orthodoxes sous sa juridiction. Pour le patriarche Alexis II (1929-2008), la notion qui unissait les membres de la communauté était le « peuple orthodoxe issu de la Rus ». C'est l'existence d'un seul peuple dans trois pays, dont la religion orthodoxe est l'élément unificateur, qui permettait d'affirmer l'identité d'une culture slave unique commune à la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. Selon une logique issue de l'héritage soviétique, la patrie définie par une histoire commune supplantait la nation[8]. Dans la même veine, le patriarche Kirill parle d'une civilisation orthodoxe, convoque dans ses discours la Sainte Russie, mais aussi le « monde russe », dont Kiev est présenté comme le cœur – « Kiev est le lieu de naissance de la grande civilisation orthodoxe, qui unit les peuples de la Sainte Russie. [... elle est] notre Jérusalem et notre Constantinople »[9] – et a introduit l'idée de l'existence de trois « capitales synodales », centres historiques de la Sainte Russie, appelées à héberger chacune leur tour les conciles du Saint-Synode de l'Eglise orthodoxe russe : Kiev, Moscou et Saint-Pétersbourg, la liste pouvant s'allonger. Ces représentations spatiales, qui accordent une place majeure aux périphéries, lui ont permis de surmonter les conséquences de l'effondrement de l'Union soviétique que Kirill appelait, le 11 novembre 2011, une « catastrophe de la Russie historique » dont les causes seraient :

---

les religions et les nationalités (**http://sreda.org/arena**), même si les données ne sont pas d'une très grande fiabilité.

[5] N. N. Petro, « Russia's orthodox soft power » (**https://www.carnegiecouncil.org/publications/articles_papers_reports/727/:pf_printable?**).

[6] **http://kremlin.ru/events/president/news/19243**

[7] **http://www.scrf.gov.ru/documents/1/133.html**

[8] Devant les membres du Congrès des peuples slaves de Biélorussie, de Russie et d'Ukraine réunis les 1er et 2 juin 2001, Alexis II disait: « Nous avons une histoire commune. Pendant des siècles, nous avons construit ensemble notre patrie, nous nous sommes battus contre les mêmes ennemis, nous avons créé une culture incomparable, fondée sur la foi de nos pères, l'orthodoxie ».

[9] Cité par M. Suslov, « "Holy Rus" : The geopolitical imagination in the contemporary Russian orthodox church », *Russian Politics and Law*, Vol. 52, n° 3, 2014, pp. 67-86.

> « ...la perte de conscience et de fierté nationales, l'absence de prise en compte de l'histoire dans toute son ampleur, l'incompréhension que la communauté historique a une importance majeure pour les personnes, notamment pour leur épanouissement matériel et spirituel. »[10]

En écho, Vladimir Poutine soulignait, toujours à Valdaï en 2013 :

> « L'Ukraine est sans nul doute un Etat indépendant. Il s'est produit ce que dictait l'histoire. Mais n'oublions pas que l'actuel Etat russe a des racines au bord du Dniepr ; comme nous aimons le dire, nous avons une même coupole sur le Dniepr. La Rus kiévienne a été le fondement du futur grand Etat russe. Nous avons la même tradition, la même mentalité, la même histoire, la même culture. Nous avons des langues très proches. Dans ce sens, je souhaite répéter une nouvelle fois que nous sommes un seul et même peuple. »

L'Eglise orthodoxe russe au-delà des nations

Face à cette rhétorique, la disparition politique de l'URSS a provoqué d'importants bouleversements au sein de l'Eglise orthodoxe russe, l'émergence de nouveaux Etats suscitant la reconstitution d'Eglises nationales sous la juridiction de patriarcats autres que celui de Moscou. Cette situation a notamment réactivé la concurrence du patriarcat de Moscou avec celui de Constantinople, l'étendue des territoires juridictionnels apparaissant comme un enjeu majeur pour affirmer le poids respectif de chacun dans la communion des Eglises orthodoxes.

En Moldavie, parallèlement à la métropole orthodoxe dépendant du patriarcat de Moscou, s'est recréée en 1992 celle de Bessarabie, qui fut originellement reconnue par le patriarcat œcuménique de Constantinople, puis rattachée au patriarcat de Roumanie lors de l'indépendance de la Moldavie en 1917 pour être liquidée lorsque la Bessarabie fut envahie par les troupes soviétiques en 1940. En 1996, quelques années après l'indépendance politique de l'Estonie, l'autonomie a été accordée à l'Eglise apostolique orthodoxe d'Estonie. Elle lui avait été conférée en 1923, mais Moscou l'avait suspendue en 1978. De nombreuses paroisses ont alors rejoint cette Eglise qui avait réuni de 1923 à 1941 tous les orthodoxes, tant russes qu'estoniens, et qui ne put se maintenir que dans l'exil au cours de la période soviétique. Cette situation a provoqué une vive tension (une « rupture de communion ») pendant quelques mois entre les patriarcats de Moscou et de Constantinople jusqu'aux accords de Zürich en octobre 1996, qui ont entériné la coexistence des deux juridictions ecclésiastiques sur le territoire estonien. L'ethnophylétisme, qui associe une nation et un territoire religieux, s'est développé, des Eglises autoproclamées autocéphales, sans aucune reconnaissance canonique, surgissant au gré du développement de mouvements nationalistes. C'est le cas en Biélorussie, où est réapparu un modeste mouvement autocéphaliste lié à la branche canadienne d'une Eglise née en 1922. Par ailleurs, en dehors de la juridiction du patriarcat de Moscou, a été fondée en 2009, après le conflit entre la Russie et la Géorgie, une Eglise orthodoxe d'Abkhazie qui s'est séparée du patriarcat de Géorgie ; elle n'a pas été reconnue par le patriarcat de Moscou.

[10] **http://www.bbc.com/russian/russia/2011/11/111111_russian_patriarch.shtml**

Mais c'est en Ukraine, dominée jusqu'en 1989 par l'exarchat ukrainien du patriarcat de Moscou, que la situation est la plus complexe. Plusieurs autres Eglises orthodoxes sont apparues ou réapparues à partir de la fin des années 1980, ainsi que l'Eglise gréco-catholique, qui avait été intégrée de force à l'Eglise orthodoxe russe en 1946. En octobre 1989, l'évêque de Jitomir Ioann Bondartchouk a ainsi annoncé la renaissance d'une Eglise orthodoxe apostolique autocéphale ukrainienne, fondée lors d'un concile à Kiev en 1921, alors que l'Ukraine était indépendante ; cette Eglise, qui avait survécu en exil, s'est réimplantée dans les provinces occidentales d'Ukraine avec le soutien des autorités locales. En juin 1990, Mstyslav Skrypnyk, neveu du leader nationaliste Petlioura (1879-1926), métropolite de l'Eglise orthodoxe d'Ukraine autocéphale aux Etats-Unis, en a été élu patriarche. En janvier de la même année, devant les pressions nationales, l'exarchat ukrainien sous la juridiction du patriarcat de Moscou s'est transformé quant à lui en une Eglise orthodoxe d'Ukraine ayant un statut d'Eglise autoadministrée, obtenant ainsi plus d'autonomie au sein du patriarcat de Moscou. Les aspirations à l'autocéphalie y étaient également fortes et en 1992, le métropolite Philarète Denissenko de Kiev, à la tête de cette Eglise, a fait scission et créé avec l'Eglise orthodoxe autocéphale ukrainienne une Eglise orthodoxe ukrainienne-patriarcat de Kiev, dont le métropolite Mstyslav, absent du concile d'unification, a été proclamé patriarche, ce qu'il a accepté tout en prenant de plus en plus de distances vis-à-vis de Philarète. A sa mort le 11 juin 1993, deux patriarches ont été élus, ce qui a consacré l'existence de deux Eglises orthodoxes bien distinctes, cohabitant jusqu'à aujourd'hui, sans aucun statut canonique officiel accordé par les autres patriarcats, avec l'Eglise orthodoxe d'Ukraine sous la juridiction du patriarcat de Moscou. Ces trois Eglises orthodoxes, tout comme l'Eglise gréco-catholique ukrainienne, ont joué un rôle significatif lors de Maïdan. Les Eglises « nationales » ont notamment soutenu le sentiment antirusse et l'indépendance de l'Etat ukrainien. L'idée d'une unique Eglise orthodoxe autocéphale a été évoquée. Le patriarcat de Moscou a réagi aux événements ukrainiens en confirmant l'élection, à la tête de son Eglise, de Onufri de Tchernivtsi, métropolite ukrainien, proche du patriarche[11], le 13 août 2014, en remplacement de Vladymyr Sobodan. La guerre dans le Donbass et l'annexion de la Crimée par l'Etat russe l'ont mise dans une situation particulièrement délicate. Jusqu'au conflit entre la Russie et l'Ukraine, les enquêtes indiquaient une appartenance flottante des chrétiens à chacune de ces Eglises, beaucoup ne sachant pas précisément à quelle juridiction appartenait leur paroisse. Il semblerait que ce soit de moins en moins le cas et que le nombre de paroisses passées de l'Eglise dépendant du patriarcat de Moscou[12] vers celle sous la juridiction du patriarcat de Kiev ou vers l'Eglise autocéphale ukrainienne ait considérablement augmenté. Les paroisses ukrainiennes sous la juridiction de Moscou, riches de plus de 10 millions de fidèles, représentent près de 40 % des paroisses de l'Eglise orthodoxe russe ; l'enjeu pour le patriarcat est de taille.

[11] En revanche, en décembre 2013, c'est un évêque russe qui a été placé à la tête de l'Eglise de Biélorussie.

[12] En 2013, deux tiers des paroisses appartenaient officiellement au patriarcat de Moscou.

Ce sont ces multiples conflits qui expliquent que dans ses statuts, l'Eglise orthodoxe russe se dise multinationale, et surtout que son article 3 précise l'étendue de son territoire canonique. Selon le fondement central de l'ecclésiologie orthodoxe, basé sur un principe remontant aux premiers siècles du christianisme et associant une ville à un seul évêque et une seule Eglise, l'idée d'une coexistence de plusieurs Eglises sur un même territoire est jugée contraire aux canons[13]. Les autorités du patriarcat de Moscou, et en particulier le métropolite Ilarion Alfeev chargé actuellement du département des relations extérieures, ont maintes fois affirmé que les changements de frontières étatiques ne devraient pas nécessairement entraîner la modification des délimitations canoniques. L'éparchie de Crimée est d'ailleurs restée dans l'Eglise d'Ukraine dépendant du patriarcat de Moscou après l'annexion de la péninsule par la Russie. Le patriarcat a renforcé ses institutions dans certains pays où la présence russe reste forte. Ainsi au Kazakhstan une métropole a été établie en 2003, et réorganisée en 2010 ; elle comprend neuf éparchies.

Conclusion

Au cours des dernières décennies, deux concepts se sont développés au sein de la rhétorique tant de l'Etat que de l'Eglise russes : celui de « Sainte Russie » et celui de « monde russe ». Quel en est aujourd'hui l'avenir ? Après Maïdan, la Sainte Russie, telle qu'elle était rêvée par le patriarche Kirill, a perdu de sa consistance ; l'Ukraine n'apparaît plus comme la forteresse de la vraie foi. Dans une lettre adressée au patriarche œcuménique le 14 août 2014, le chef de l'Eglise orthodoxe russe affirmait que la guerre en Ukraine était aussi une guerre religieuse, « les représentants de l'Eglise gréco-catholique et les communautés schismatiques… prêchant la haine contre l'Eglise orthodoxe »[14]. Il présente désormais aussi le conflit comme une opposition entre le « monde russe », « civilisation » qui va au-delà des frontières de la Fédération de Russie, et l'Occident déchristianisé, traversé par une grave crise morale ; l'Ukraine aurait perdu, selon le patriarche, le sens de son histoire et de ses racines[15]. Ce sont bien les conflits au sein du monde orthodoxe dans l'espace postsoviétique qui pourraient être l'explication majeure de l'absence de l'Eglise de Russie, mais aussi de l'Eglise de Géorgie lors du Concile panorthodoxe de juin 2016, qui devait réunir toutes les Eglises orthodoxes afin de trouver une position commune vis-à-vis des grands enjeux auxquels elles sont confrontées aujourd'hui, et où la question de l'autocéphalie n'a d'ailleurs finalement pas été abordée.

[13] Sur la conception de cette notion par l'Eglise orthodoxe russe, on lira avec profit le texte de la conférence d'Ilarion Alfeev, lors du symposium international de droit canonique à l'Académie théologique catholique de Budapest le 7 février 2005 : **http://orthodoxeurope.org/page/14/59.aspx#2**

[14] **http://www.patriarchia.ru/db/text/3704024.html**

[15] Voir à ce sujet les analyses de M. Suslov, « The Russian orthodox church and the crisis in Ukraine », *in* A. Krawchuk and T. Bremer, *Churches in the Ukrainian Crisis*, New York, Palgrave, 2016.